

Modernisation des infrastructures pétrolières du dépôt secondaire du dépôt essences
air (DEA) d'Orange

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION Phase Candidature

Numéro de consultation : DAF_2025_000552

Procédure de passation : Appel d'offres restreint selon les règles applicables aux marchés de défense ou de sécurité

PHASE CANDIDATURE – la procédure est en appel d'offres restreint (AOR) seuls les éléments de la candidature sont requis dans un premier temps.

TABLE DES MATIÈRES

1.	PRÉAMBULE.....	4
2.	POUVOIR ADJUDICATEUR.....	4
3.	OBJET DE LA CONSULTATION.....	4
4.	DESCRIPTION TECHNIQUE DES TRAVAUX.....	4
5.	CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	5
5.1.	Procédure de passation.....	5
5.2.	Allotissement.....	5
5.3.	Tranches.....	5
5.4.	Durée du marché.....	6
5.5.	Lieu d'exécution.....	6
5.6.	Variantes.....	6
5.7.	Considérations sociales.....	6
5.8.	Considérations environnementales.....	6
5.9.	Traitement de données à caractère personnel.....	7
6.	INFORMATION DES CANDIDATS.....	7
6.1.	Contenu des documents de la consultation.....	7
6.2.	Modalités de retrait et de consultation des documents.....	8
6.3.	Demandes de renseignements complémentaires et questions.....	8
6.4.	Modification des documents de la consultation.....	8
7.	CANDIDATURE.....	8
7.1.	Présentation de la candidature.....	8
7.1.1.	Conditions de participation.....	8
7.1.2.	Forme de la candidature.....	9
7.2.	Examen des candidatures.....	10
7.2.1.	Documents justificatifs des capacités professionnelles, techniques et financières.....	11
7.2.2.	Vérification des motifs d'exclusion.....	12
7.2.3.	Limitation du nombre de candidats autorisés à soumissionner.....	12
8.	INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES RELATIVES À LA PHASE OFFRE.....	12
8.1.	Exclusion de la procédure.....	13
8.2.	Dispositif e-Attestations.....	13
8.3.	Mise au point éventuelle.....	13
8.4.	Critères d'attribution.....	13
8.5.	Modalités relatives aux prix du marché.....	14
8.5.1.	Conditions de prix et TVA.....	14
8.5.2.	Avance et taux de l'avance.....	14
	Taux de l'avance.....	15
8.6.	Clause de réexamen.....	15
9.	MODALITÉS DE TRANSMISSION DES PLIS.....	15
9.1.	Date et heure de réception des candidatures.....	15
9.2.	Conditions de transmission des plis.....	15

9.2.1.	Dépôt électronique	15
9.2.2.	Précisions sur les conditions d'utilisation de la plateforme PLACE	15
9.3.	Mode secours de transmission des plis	18
9.4.	Signature du marché public	18
9.5.	Modalités de signature électronique	18
10.	LANGUE	19
11.	CLAUSE DE CONFIDENTIALITÉ	19
12.	CONTENTIEUX	19
12.1.	Voies et délais de recours	19
12.2.	Tribunal administratif compétent	19
12.3.	Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours	19
13.	ANNEXES.....	20

1. PRÉAMBULE

Le Service de l'énergie opérationnelle (SEO) exploite des établissements et dépôts pétroliers, situés en France métropolitaine et en Corse. Le Dépôt essence air (DEA) de la base aérienne 115 d'Orange-Caritat a pour mission de ravitailler les avions de la base aérienne ; il est situé à cinq kilomètres à l'est d'Orange dans le Vaucluse (84).

Les travaux de modernisation des infrastructures pétrolières du dépôt secondaire seront exécutés dans la continuité de l'exécution du marché notifié en décembre 2024 pour la création d'une nouvelle installation de chargement de carburéacteur pour turbomachines d'aviation avec antiglace ainsi que l'ajout d'un plot de chargement.

2. POUVOIR ADJUDICATEUR

Au titre de la présente procédure, l'acheteur est également le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA), et représentant du maître de l'ouvrage (RMO) :

Ministère des Armées

Service de l'énergie opérationnelle (SEO)

Centre de soutien technique et administratif (CSTA)

Caserne Thiry – 47, rue Sainte Catherine – CS n°60016 – 54035 Nancy Cedex.

Pays : France

Code NUTS : FR411

Téléphone : (+33) 03.83.19.33.85

Adresse Internet du profil acheteur dédié, Plateforme des achats de l'État (PLACE), espace entreprises : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Adresses électroniques : valentin.matondo-mouadi@intradef.gouv.fr

csta-ba-infra.contact.fct@intradef.gouv.fr

3. OBJET DE LA CONSULTATION

Le marché a pour objet la modernisation des infrastructures pétrolières du dépôt secondaire du dépôt essences air (DEA) d'Orange.

La description précise des travaux et leurs spécifications techniques seront indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) constitutif du dossier de consultation (DC) qui sera mis à disposition lors de la phase dite « de remise des offres ».

Le marché est un marché de travaux.

Code GM de la consultation : 36.03.03 – Travaux de construction d'ouvrage d'art

Code CPV de la consultation : 45000000-7 – Travaux de construction

4. DESCRIPTION TECHNIQUE DES TRAVAUX

Le DEA d'Orange est implanté sur la base aérienne 115 et se compose d'un dépôt principal et d'un dépôt secondaire.

L'objet de cet appel d'offres restreint est la modernisation des infrastructures pétrolières du dépôt secondaire.

Le dépôt secondaire détient les capacités de réception suivantes :

- un réservoir à axe vertical de 2 000 m³ de F-35 ;
- un réservoir à axe vertical de 1 800 m³ de F-35.

Le présent projet a pour objectif de remettre à niveau de l'infrastructure pétrolière du dépôt secondaire avec les travaux ci-dessous :

- la création d'une installation de chargement camions citernes ;

- la mise en place des ouvrages et accessoires associés à ce poste de chargement : moyens de pompage et filtration, matériels de télécommande, réservoir de purges, laboratoire... ;
- la création d'un local électricité automatisme ;
- la modernisation des réservoirs : reprise de regards, remplacement des tuyauteries ;
- la reprise complète de l'aire de rétention du terminal Oléoduc de Défense Commune (ODC) et des installations du SEO ;
- la couverture et la fermeture de la pomperie et du terminal ODC ;
- la mise en place d'un groupe électrogène.

5. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

5.1. Procédure de passation

Le présent marché est passé en appel d'offres restreint (AOR) selon les dispositions prévues pour les marchés de défense ou de sécurité (MDS) en application des articles [L.2124-2](#), [L.2324-2](#), [R.2324-2](#) du Code de la commande publique (CCP).

Cette procédure implique un déroulement en deux phases :

- 1° phase « candidature » : les seuls éléments des dossiers de candidature, demandés dans ce règlement de la consultation, seront analysés et permettront une sélection des candidats pour la phase offre ;
- 2° phase « offre » : le pouvoir adjudicateur enverra une lettre de consultation adressée aux seuls candidats retenus qui pourront alors soumettre leur offre, après avoir consulté les éléments du règlement de la consultation de l'offre.

Ainsi, lors de la phase de candidature, les documents de consultation transmis via le profil d'acheteur PLACE sont limités (cf. art 6.1 ci-après). Les documents de la phase offre seront accessibles ultérieurement aux seuls candidats retenus à l'issue de la phase de candidature.

Par ailleurs, l'acheteur décide d'utiliser une procédure d'acquisition National Competitive Bidding plus (NCB+) pour la présente consultation. Ainsi, en application des articles [R2342-7](#) et [R2342-8](#) du code de la commande publique, la procédure de passation est ouverte aux opérateurs économiques des pays membres de l'Union européenne (UE), de l'Espace économique européen et de l'OTAN.

Les opérateurs non ressortissants des pays de l'UE, de l'Espace économique européen ou de l'OTAN sont exclus de la présente consultation.

5.2. Allotissement

Le présent marché n'est pas alloti.

Le régime juridique du marché étant le marché de défense ou de sécurité (MDS), selon les dispositions de l'art. [L.2313-5](#) du code de la commande publique, l'allotissement n'est pas obligatoire.

Par ailleurs, les travaux devant être réalisés en assurant la continuité de l'exploitation du site du DEA d'Orange, la dévolution en lots séparés serait de nature à rendre techniquement difficile leur exécution avec plusieurs corps de métiers imbriqués sur la plupart des ouvrages.

De même, la complexité des installations pétrolières et la nature même des travaux rendent l'organisation, le pilotage et la coordination plus complexe compte tenu de la maîtrise d'œuvre centralisée au CSTA à Nancy.

Le recours à un unique opérateur ou à un groupement permet une organisation plus souple des travaux et la gestion des imprévus, tout en assurant le maintien de la capacité opérationnelle du dépôt.

5.3. Tranches

Le marché ne comporte pas de tranches.

Toutefois, le dépôt secondaire étant le point d'entrée de l'approvisionnement en F-35 du DEA d'Orange, les travaux vont être exécutés en deux phases afin de limiter au maximum l'interruption totale de son exploitation :

Phase 1 : arrêt d'exploitation :

- dépose des câblages électriques et des moyens d'additivation de l'ODC ;
- reprise complète de la rétention ;
- couverture et fermeture de la pomperie et du terminal ODC ;
- reprise des raccordements électriques ;
- mise en place des nouveaux filtres à paniers ;
- remise en place des moyens d'additivation ;
- création et mise en service d'un local automate.

Phase 2 : reprise partielle :

- modernisation des réservoirs ;
- déconstruction et reconstruction des installation de chargement des camions citernes ;
- mise en place des ouvrages et des accessoires associés (réservoir de purges, laboratoire, mat de télécommande...) ;
- mise en place des moyens d'exploitation de la pomperie ;
- mise en place d'un groupe électrogène ;
- création d'une réserve d'incendie ;
- création d'un local émulseur/matériel.

5.4. Durée du marché

Le marché public est conclu pour une durée de vingt (20) mois, incluant une période de préparation de deux (2) mois.

La durée du marché court à compter de la notification de l'ordre de service de la période de préparation.

Le marché ne fera pas l'objet d'une reconduction.

5.5. Lieu d'exécution

Dépôt Essences Air d'Orange
Base Aérienne 115
84100 Orange

5.6. Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

5.7. Considérations sociales

En application des dispositions des articles [L.2312-1](#), renvoyant aux articles [L.2112-2](#) et [L.2112-3](#) issus du code de la commande publique, **le présent marché comporte une clause sociale visant à lutter contre le chômage** et à promouvoir l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières d'insertion.

Le titulaire du marché s'engage à réaliser cette action d'insertion selon les modalités décrites dans le CCAP qui sera fourni aux candidats retenus lors de la phase offre. Cette démarche d'insertion est exigée. Les informations seront précisées au stade de l'offre.

Cette clause est applicable pour la totalité du marché.

Un volume minimum de 1 400 heures d'un dispositif d'insertion est à réaliser au titre du marché.

5.8. Considérations environnementales

Lors de la phase offre, au sein du critère technique de notation des offres, le sous-critère « Mesures prévues pour le respect du développement durable », noté sur cinquante points, consacre respectivement vingt-cinq points pour le Schéma d'organisation du plan de respect de l'environnement (SOPRED) et vingt-cinq points pour le Schéma organisationnel du suivi de l'évacuation des déchets (SOSED).

Par ailleurs, une clause environnementale est prévue pour ce marché à travers la réalisation d'un plan de respect de l'environnement et d'un schéma organisationnel du suivi de l'évacuation des déchets conforme aux indications fournies dans le mémoire technique.

5.9. Traitement de données à caractère personnel

En application de l'article 13 du [règlement \(UE\) 2016/679](#) du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD), les candidats sont informés que des données à caractère personnel (notamment nom, prénom, adresse mail, données de connexion) collectées dans le cadre de la présente procédure de passation et dans le cadre de l'exécution du présent marché public sont susceptibles de faire l'objet de traitements.

Identité et coordonnées du responsable de traitement et de son représentant :

Le Ministère de l'action et des comptes publics
59, boulevard Vincent Auriol
75 703 Paris Cedex 13
Représentée par le Directeur des achats de l'État

Responsable de Traitement Opérationnel (RTO) :

La Direction des achats de l'État,
Représentée par le Directeur des achats de l'État

Coordonnées du délégué à la protection des données :

le-delegue-a-la-protection-des-donnees-personnelles@finances.gouv.fr

Base juridique du traitement : c) et e) de [l'article 6.1 du RGPD](#).

Finalité du ou des traitements : le traitement concerne le suivi de la présente procédure de passation, l'attribution de l'accord-cadre public et les obligations légales en matière de durée d'utilité administrative (DUA) applicable aux marchés publics.

Destinataires ou catégorie de destinataires : les données à caractère personnel concernées sont destinées exclusivement aux agents de l'Acheteur, des ministères et des opérateurs de l'État, en charge de la passation puis de l'exécution du présent contrat.

Durée de conservation : ces données sont conservées pendant toute la durée de passation et d'exécution du contrat ainsi que durant la DUA applicable au contrat.

Conformément aux dispositions des [articles 15 à 21 du RGPD](#), les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent notamment d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement à ces informations qui les concernent. Elles peuvent également s'opposer au traitement de ces données. L'exercice des droits d'information et d'accès aux données à caractère personnel peut être effectué auprès du délégué à la protection des données.

La personne dont les données à caractère personnel sont collectées dans le cadre de la présente procédure dispose d'un droit de réclamation auprès de la CNIL.

6. INFORMATION AUX CANDIDATS

6.1. Contenu des documents de la consultation

Le dossier de consultation des entreprises est constitué des éléments suivants :

1	Avis d'appel public à concurrence
2	Règlement de la consultation – phase candidature
3	Formulaire DC 1
4	Formulaire DC 2
5	Accord de confidentialité

6	Formulaire de point de contact
---	--------------------------------

6.2. Modalités de retrait et de consultation des documents

Les documents de la consultation sont accessibles uniquement par voie électronique, sur la PLACE (www.marches-publics.gouv.fr).

La référence du DCE sur la PLACE est : **DAF_2025_000552**

Lors du retrait, les candidats veilleront à s'identifier et à renseigner leur adresse courriel afin d'être avertis des mises à jour du dossier.

6.3. Demandes de renseignements complémentaires et questions

Pendant la phase de consultation, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires sur la PLACE.

En cas de demandes de renseignements complémentaires, le délai de réception des candidatures pourra être prolongé dans les conditions définies par l'article [R.2351-4](#) du Code de la commande publique.

Pour l'application de la disposition précitée, est considérée comme une demande réalisée en temps utile, toute question transmise, au pouvoir adjudicateur, au moins huit (8) jours ouvrés avant la date limite de remise des candidatures. Passé ce délai, la date limite de réception des candidatures pourra ne pas être prolongée et les réponses aux questions pourront ne pas être apportées aux opérateurs économiques.

6.4. Modification des documents de la consultation

En cas de modifications importantes des documents de la consultation, le délai de réception des candidatures est prolongé dans les conditions fixées par l'article [R 2351-4](#) du Code de la commande publique. Les modifications sont communiquées aux seuls opérateurs économiques dûment identifiés lors du retrait des documents de la consultation.

7. CANDIDATURE

7.1. Présentation de la candidature

7.1.1. Conditions de participation

En application des dispositions de l'article [L.2342-1](#) du Code de la commande publique, les candidats devront disposer des moyens techniques, humains et financiers suffisants au regard de l'importance des travaux à réaliser. Ces moyens minimaux sont indiqués ci-dessous.

Appréciation des capacités économique et financière :	<p>Les capacités économique et financière sont appréciées au regard de la déclaration concernant le chiffre d'affaires global et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant sur les trois derniers exercices.</p> <p>L'acheteur impose aux candidats un niveau minimum de capacité financière.</p> <p>En application des dispositions des articles R.2342-2 et R.2142-2 du CCP, le chiffre d'affaires annuel minimal exigé est égal à 10 800 000 Euros. En cas de groupement, l'atteinte du niveau minimal est appréciée au regard de la somme des chiffres d'affaires des cotraitants.</p>
Appréciation des garanties professionnelles :	<p>Les garanties professionnelles sont appréciées au vu des références pour des prestations similaires dans le domaine d'application du présent marché, réalisées au cours des cinq dernières années.</p>

Appréciation des garanties techniques :	<p>Les garanties techniques seront appréciées au vu de l'expérience, des compétences (qualifications) et des moyens du candidat.</p> <p>Les qualifications minimales requises sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - certificat de qualification de soudeur: EN 287-1 ou EN 9606-1 ou équivalent ; - procès-verbal de qualification: EN 15614-1 (mode opératoire de soudage).
---	--

NOTA : Les candidats nouveaux qui ne disposent pas de l'intégralité des documents demandés fourniront les éléments dont ils disposent depuis leur création.

7.1.2. **Forme de la candidature**

7.1.2.1. *Formulaires DC1 et DC2 ¹- DUME*

Les candidats ont le choix de présenter leur candidature :

- préférentiellement sous forme de document unique de marché européen électronique (DUME) en utilisant le service DUME ou le service exposé de PLACE ;
- sous forme de candidature standard en utilisant les formulaires DC1 et DC2.

Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen électronique (DUME électronique) :

Les candidats peuvent présenter leur candidature en renseignant le formulaire DUME :

- la partie IV-A : « indication globale pour tous les critères de sélection » ;
- la partie IV-B 1b) : « chiffre d'affaires annuel moyen des trois derniers exercices » ;
- la partie IV-B 3b) : « chiffre d'affaires annuel moyen dans le domaine d'activité couvert par le marché pour les trois derniers exercices » ;
- la partie IV-B 7b) : « assurance contre les risques professionnels » ;
- la partie IV-C 1b) : « les prestations principales de même nature réalisées sur les cinq (5) dernières années » ;
- la partie IV-C8) : « les effectifs moyens annuels et le nombre de cadres pendant les trois (3) dernières années ».

Seul le DUME au format XML a valeur probante.

Des renseignements complémentaires au sujet du DUME électronique sont disponibles à l'adresse URL suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/pour-les-entreprises/>

Candidature avec les formulaires DC1 et DC2 :

Les candidats renseignent et transmettent les renseignements suivants :

- la lettre de candidature ou formulaire DC1, transmis en annexe au présent RC ou équivalent, dûment rempli et daté ;
- la déclaration du candidat ou formulaire DC2, transmis en annexe au présent RC ou équivalent, dûment rempli et daté.

7.1.2.2. *Précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques*

Dans le cadre de la consultation, le pouvoir adjudicateur n'autorise pas le candidat à présenter plusieurs candidatures en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements d'opérateurs économiques ;
- en qualité de membres de plusieurs groupements d'opérateurs économiques.

Dans le cas d'une candidature d'un groupement d'opérateurs économiques, chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités

¹ Formulaires disponible à cette adresse : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

juridiques, professionnelles, techniques et financières. L'appréciation des capacités du groupement est globale.

La forme du groupement n'est pas imposée, toutefois, en cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire pour l'exécution du marché de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.

Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen électronique (DUME électronique) en cas de groupement d'opérateurs économiques :

Si le groupement d'opérateurs économiques présente sa candidature sous la forme du DUME, chacun des membres du groupement doit fournir un DUME distinct.

Autre forme de candidature

En cas de candidature avec les formulaires DC1 et DC2, ces documents sont transmis au pouvoir adjudicateur dans les conditions suivantes :

- un formulaire DC1 sera complété pour chaque membre du groupement ;
- un formulaire DC2 sera rempli par chaque membre du groupement.

7.1.2.3. Précisions concernant les sous-contractants

Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen électronique (DUME électronique)

Si le candidat s'appuie sur un ou des sous-contractants ou d'autres opérateurs pour faire acte de candidature, il renseigne la partie II-C du DUME électronique et fournit pour chacun de ces sous-contractants un DUME électronique distinct par le sous-contractant et contenant les informations des sections A et B de la partie II ainsi que celles de la partie III et, le cas échéant, les parties IV et V.

Le candidat remet également l'imprimé DC4 (Déclaration de sous-traitance, document disponible à cette adresse : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) dûment rempli par le sous-contractant et le candidat.

Si le candidat ne s'appuie pas sur des sous-contractants pour faire acte de candidature mais qu'il a l'intention de sous-contracter une part du marché, il renseigne la partie II-D du DUME électronique et fournit les informations figurant dans les parties II-A et B et III pour chacun de ces sous-contractants et remet un imprimé DC4 dûment rempli par le candidat et le sous-contractant si ce dernier est connu.

Autre forme de candidature

La présentation d'un sous-contractant se fait à l'aide de l'imprimé DC4 dûment rempli par le sous-contractant et le candidat, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-contractant ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-contractant ne se trouve pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

7.2. Examen des candidatures

Si l'acheteur constate, avant de procéder à l'examen des candidatures, que des pièces ou des informations dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous. Ce délai est précisé avec la demande de complément. Les candidatures incomplètes ou demeurées incomplètes à la suite d'une demande de compléments sont éliminées.

Les candidatures qui ne justifient pas de l'aptitude professionnelle ou qui ne disposent manifestement pas des capacités professionnelles, techniques ou financières suffisantes demandées pour cette consultation sont éliminées.

Seuls les candidats sélectionnés par l'acheteur sont autorisés à soumissionner et recevront d'une lettre de consultation afin de présenter une offre. Toutefois, selon les éléments justificatifs manquants, le RPA se réserve la possibilité de consulter un candidat dont la candidature doit être complétée. Dans ce cas, le candidat doit communiquer les compléments attendus pour la date fixée dans l'invitation à soumissionner.

7.2.1. Documents justificatifs des capacités professionnelles, techniques et financières

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs lorsque l'acheteur peut les obtenir :

- directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ;
- d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans son dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

Le candidat n'est pas tenu de fournir les documents justificatifs déjà transmis à l'acheteur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Dans ce cas, il indique les moyens de preuves concernés ainsi que la référence de la ou des consultations pour la ou lesquelles ces moyens de preuve ont déjà été transmis.

Les documents à transmettre à l'appui de la candidature permettant l'analyse des capacités professionnelles, techniques et financières :

- un DUME validé au format xml
ou
- une lettre de candidature ou le formulaire DC1 ;
et
- une déclaration concernant le chiffre d'affaires réalisé au cours des trois (3) derniers exercices (formulaire DC2) ;
- **l'accord de confidentialité ;**
- **le formulaire de point de contact pour l'organisation des visites, complété pour chaque personnel du candidat envisagé pour la réalisation de la visite obligatoire du site (nom, prénoms, date et lieu de naissance, nationalité), la visite sera réalisée lors de la phase offre ;**
- en cas de sous-contractance, la déclaration de sous-traitance (DC4 ou équivalent) signée par le sous-contractant et le soumissionnaire, les renseignements relatifs aux capacités du sous-contractant lorsque le soumissionnaire s'appuie sur celles-ci ; et si elle ne figure pas au sein du DC4, une déclaration sur l'honneur du sous-contractant indiquant qu'il ne se trouve pas dans une situation l'interdisant de soumissionner ;
- **le certificat de qualification de soudeur conformément à l'EN 287-1 ou l'EN 9606-1 ou équivalent et le procès-verbal de qualification EN 15614-1** pour le mode opératoire de soudage ou l'équivalence pour cette qualification ;
- la présentation d'une liste des principaux travaux effectués au cours des cinq dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les travaux sont prouvés par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique. Les travaux présentés doivent correspondre au domaine du marché. Les éléments de preuve relatifs à des travaux pertinents fournis il y a plus de cinq ans seront pris en compte ;
- une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les pour chacune des trois dernières années ;
- la description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation des travaux ;
- la description de l'équipement technique ainsi que des mesures employées par le candidat pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise ;
- pour une présentation de la candidature en groupement, la convention de groupement. La convention de groupement signée ne sera exigée qu'au stade de l'offre.

Si, pour une raison justifiée, le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité technique, professionnelle, économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

7.2.2. Vérification des motifs d'exclusion

En application des dispositions de [R.2344-2](#) du Code de la commande publique, l'acheteur vérifie les informations qui figurent dans la candidature, y compris en ce qui concerne les opérateurs économiques sur les capacités desquels le candidat s'appuie, au plus tard avant l'envoi de l'invitation à soumissionner.

7.2.2.1. Candidat établi ou domicilié en France

Les documents suivants sont requis :

- si l'opérateur économique est en redressement judiciaire, la photocopie du ou des jugements prononcés à cet effet ;
- les attestations sociales et fiscales :
 - une attestation de vigilance délivrée par l'URSSAF et datée de moins de six (6) mois²;
 - une attestation de régularité fiscale dont la date d'établissement ne pourra être antérieure à la date à laquelle le pouvoir adjudicateur en a demandé sa production³.
- le numéro unique d'identification du candidat prévu mentionné à l'article R.2143-9 ;

La transmission de ce numéro s'accompagne également des documents relatifs au pouvoir des personnes habilitées à engager la personne morale, et le cas échéant la délégation de pouvoir. Ces documents concernent chaque personne habilitée à engager la personne morale, qu'il s'agisse d'un candidat unique ou d'un groupement d'opérateurs (chaque cotraitant). Le pouvoir sera signé de manière manuscrite ou électroniquement par le délégant (qui donne le pouvoir) et par le délégataire (qui reçoit le pouvoir) qui sera signé électroniquement pour l'attribution ;
- si le candidat emploie des salariés étrangers, la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail prévue à [l'article L 5221-2 du Code du travail](#), doit être fournie. Cette liste doit comporter toutes les informations figurant à l'article D 8254-2 du Code du travail (1° Sa date d'embauche ; 2° Sa nationalité ; 3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail) ;
- pour tout candidat employant au moins vingt salariés, le certificat délivré par l'association de gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées (AGEFIPH), concernant le respect des dispositions des articles L 5212-1 à L 5212-11 du Code du travail, relatives à l'emploi des travailleurs handicapés.

7.2.2.2. Le candidat est établi ou domicilié à l'étranger

Le cas échéant, il produit les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents du pays d'origine ou d'établissement exigées au titre de l'article 6.3.2.1 du présent document.

Toutefois, si les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du candidat ne délivrent pas un ou plusieurs de ces documents, le candidat transmet une déclaration répondant aux exigences de l'article [R.2343-10](#) du Code de la commande publique.

7.2.3. Limitation du nombre de candidats autorisés à soumissionner

En application de l'article [R.2342-10](#) du Code de la commande publique, l'acheteur a décidé de ne pas limiter le nombre de candidats qu'il prévoit d'inviter à soumissionner.

Le pouvoir adjudicateur adresse une lettre de consultation aux seuls candidats retenus à l'issue de la phase de candidature, via le site Internet du profil d'acheteur PLACE. Les documents de la phase « offre » seront accessibles à ces seuls candidats.

Par ailleurs, la diffusion des documents du dossier de consultation (DC) sera limitée aux candidats présentant une candidature conforme aux exigences en termes de chiffre d'affaires, de références et qualifications, de moyens techniques et humains et délivrant l'attestation de confidentialité.

8. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES RELATIVES À LA PHASE OFFRE

La phase offre débute lorsque les candidats invités à participer à la phase offre sont consultés.

² l'attestation de vigilance sociale délivrée par l'URSSAF à partir de leur espace sécurisé sur le site <https://mon.urssaf.fr>

³ l'attestation de vigilance fiscale depuis leur compte fiscal professionnel accessible depuis le site <https://www.impots.gouv.fr>

Ils recevront alors une invitation à soumissionner avec notamment les documents de consultation nécessaires à la remise des offres en particulier, le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et le cahier des clauses administratives particulières (CCAP), à condition que l'accord de confidentialité en annexe 3 du présent document soit dûment complété et signé.

Les éléments de cadrage indiqués au présent article sont prévus pour la phase offre. Par ailleurs, le contenu des articles 8.5 et 8.6 ci-dessous a vocation à être intégré dans le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) du marché.

Ces éléments seront confirmés lors de l'envoi de la lettre de consultation aux candidats invités à participer à cette phase.

8.1. Exclusion de la procédure

Est exclu de la procédure tout candidat auquel le RPA ne peut attribuer le contrat au terme de la procédure de passation du présent marché public, en application d'une interdiction émanant d'un texte d'applicabilité directe (accords internationaux, règlement européen...).

Le RPA peut légitimement, à tout moment au cours de la procédure de passation du présent marché public, demander à un opérateur économique de clarifier ou de compléter les informations ou les documents liés à la vérification de son origine dans un délai approprié.

Lorsque l'opérateur économique ne fournit pas ces informations ou ces documents sans apporter d'explication raisonnable, empêchant ainsi le RPA de vérifier son origine ou rendant cette vérification pratiquement impossible ou très difficile, cet opérateur économique est exclu de la participation à la présente procédure de passation de marché public.

8.2. Dispositif e-Attestations

Le RPA est doté d'accès au portail internet [Aprovall](#) (ex-e-Attestations) afin de simplifier et de sécuriser les échanges administratifs obligatoires pendant la durée de vie du marché.

L'utilisation de cette plateforme est totalement gratuite pour les opérateurs économiques et permet d'y déposer régulièrement, et en toute sécurité, les attestations et documents administratifs demandés durant la période d'exécution du marché. Certaines données sont directement incrémentées par des tiers producteurs de confiance comme le RNE⁴, les URSSAF et la DGFIP⁵.

Pour cela, les opérateurs économiques doivent au préalable créer un compte puis, compléter les informations et documents manquants.

8.3. Mise au point éventuelle

Le RPA et le futur soumissionnaire retenu pourront procéder à une mise au point des composantes du marché public. Cette mise au point ne pourra avoir pour objet ou effet de modifier des éléments substantiels du présent marché ou de l'offre qui sera remise.

8.4. Critères d'attribution

L'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction des critères pondérés énoncés ci-dessous (par ordre de priorité décroissante) :

- un critère technique, pondéré de 60% ;
- un critère financier (montant des travaux), pondéré de 40%.

Le critère technique sera jugé sur la base d'un mémoire technique noté sur 760 points élaboré par le soumissionnaire dont les sous-critères envisagés sont les suivants :

- qualité et exhaustivité du mémoire (100 points) ;
- organisation du chantier (100 points) ;
- génie civil (110 points) ;
- chaudronnerie tuyauterie (200 points) ;
- électricité, instrumentation et automatisme (200 points) ;

⁴ [Registre national des entreprises.](#)

⁵ [Direction générale des Finances publiques.](#)

- mesures prévues pour le développement durable (50 points).

8.5. Modalités relatives aux prix du marché

8.5.1. Conditions de prix et TVA

Les prix sont révisables, établis selon la forme de prix forfaitaires pour les travaux attendus incluant l'intégralité des dispositions générales et détaillés dans la décomposition du prix globale et forfaitaire (DPGF).

Le contenu des prix est établi conformément à [l'article 9](#) du CCAG/Travaux.

Le mois zéro (M0) de référence à prendre en compte est le mois de la remise des offres.

La révision des prix est effectuée par application au prix du marché de la formule suivante :

$$P1 = P0 \times \left(0,15 + 0,85 \times \left(0,35 \times \left(\frac{TUY(1)}{TUY(0)} \right) + 0,25 \times \left(\frac{TP02(1)}{TP02(0)} \right) + 0,25 \times \left(\frac{BT47(1)}{BT47(0)} \right) + 0,15 \times \left(\frac{CH(1)}{CH(0)} \right) \right) \right)$$

dans laquelle :

- P1 = prix révisé ;
- P0 = prix fixé dans l'offre du titulaire ;

La formule de révision des prix tient compte des indices lus sur le site Internet de l'INSEE www.insee.fr ci-dessous :

Les indices lus sur le portail Internet www.insee.fr :

- Tuyauterie : Indice CPF – Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - CPF 24.10 – Produits sidérurgiques en acier allié – Prix de marché – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant [010763880](#) ;
- VRD – génie civil – terrassements – gros œuvre : index TP02 – Index Travaux Publics – Travaux de génie civil et d'ouvrages d'art neufs ou rénovation – Base 2010 – Identifiant [001710987](#) ;
- électricité – instrumentation – automatisme : index BT47 – Index du bâtiment – BT47 - Électricité – Base 2010 – Identifiant [001710979](#) ;
- chaudronnerie : Indice CH – prix de production de l'industrie française pour le marché français G25B – identifiant [010764324](#) – Fabrication de réservoirs, citernes et conteneurs métalliques, chaudronnerie – base 2021.
- I(0) = dernière valeur définitive de l'indice lue et connue au mois M0 ;
- I(1) = dernière valeur définitive de l'indice lue et connue au mois M1, mois d'exécution des travaux ;
- M1 = mois de réalisation des travaux objets de l'acompte mensuel objet de la révision.

Périodicité de révision des prix :

La révision des prix est appliquée lors du paiement de chaque acompte du mois d'exécution des travaux.

Taux de TVA : 20 %

8.5.2. Avance et taux de l'avance

Le versement d'une avance à destination des titulaires sera prévu par les pièces du marché.

Conformément à l'article [R.2391-6](#) du CCP, le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance initialement définis ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le délai de versement court à compter de la date d'effet de l'ordre de service de démarrage des travaux du marché.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article [R.2391-7](#) du CCP.

Taux de l'avance

En application de l'article [R.2391-4](#) du CCP et selon l'option « A » de l'article 10.1 du CCAG Travaux, le taux de l'avance est de 30 %, sans distinction de catégorie d'entreprise telle que prévue par le [décret n° 2008-1354 du 18 décembre 2008](#).

Ce taux s'applique au montant initial, toutes taxes comprises, il est calculé en tenant compte des modalités de l'article [R.2391-3](#) du CCP.

8.6. Clause de réexamen

En application des articles [R.2394-1](#) le marché pourra être modifié dans les circonstances suivantes :

- lorsque, sous réserve de l'article [R.2194-3](#), des travaux supplémentaires, quel que soit leur montant, sont devenus nécessaires et ne figuraient pas dans le marché initial, à la condition qu'un changement de titulaire soit impossible pour des raisons économiques ou techniques tenant notamment à des exigences d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants achetés dans le cadre du marché initial ;
- lorsqu'un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial du marché dans le cas d'une cession du marché, à la suite d'une opération de restructuration du titulaire initial, à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché aux obligations de publicité et de mise en concurrence.

Ces modifications sont matérialisées par avenant et pourront faire l'objet d'un devis préalable du titulaire.

Le montant des modifications ne peut être supérieur à 50% du montant initial du marché public.

Par ailleurs, les documents du marché pourront être modifiés par simple certificat administratif dans les cas suivants :

- lorsqu'intervient un changement des points de contact, des coordonnées des interlocuteurs, de lieux d'exécution et de contrôle ;
- lorsqu'intervient un changement de comptable assignataire et/ou d'imputation budgétaire.

9. MODALITÉS DE TRANSMISSION DES PLIS

9.1. Date et heure de réception des candidatures

Les candidatures devront être transmises au plus tard le **lundi 04 août 2025 à 16:00 heure de Paris**.

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites mentionnées ci-dessus. Les plis qui sont reçus ou remis après ces date et heure ne sont pas ouverts. Les plis et la « copie de sauvegarde » parvenus hors délai sont inscrits au registre des dépôts et sont rejetés.

9.2. Conditions de transmission des plis

9.2.1. Dépôt électronique

Seuls sont autorisés les dépôts électroniques sur la PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr>, aucun envoi papier, par télécopie ou courriel ne sera accepté.

En cas d'envois successifs seul le dernier envoi réceptionné avant la date limite de remise des plis est admis. Les plis antérieurs seront rejetés sans être examinés.

9.2.2. Précisions sur les conditions d'utilisation de la plateforme PLACE

9.2.2.A. Guide utilisateur

Les candidats trouveront sur le site www.marches-publics.gouv.fr un « guide utilisateur » téléchargeable qui précise les conditions d'utilisations de la PLACE, notamment les prérequis techniques et certificats électroniques.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Ils disposent sur le site d'une aide qui expose le mode opératoire relatif au dépôt des plis électroniques. Plusieurs documents et informations sont disponibles à la rubrique « aide » de PLACE.

9.2.2.B. *Accusé de réception*

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception est adressé au candidat par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur.

L'opérateur économique s'assure que les messages envoyés par la PLACE, notamment l'adresse « nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr », ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

9.2.2.C. *Présentation des dossiers et format des fichiers*

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats images .jpg, .png et les documents au format .html.

Le candidat ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutables, notamment : .exe, .com, .scr ;
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts.

Nommage des fichiers – dépôt du pli :

Il est demandé au candidat de:

1- Préparer les fichiers qu'il compte transmettre dans son pli en les nommant comme suit :

« 2025_Travaux_Orange_NomDuCandidat_nom du document »

Exemples :

2025_Travaux_Orange_NomDuCandidat_DC1 ;

2025_Travaux_Orange_NomDuCandidat_DC2 ;

2025_Travaux_Orange_NomDuCandidat_Accord_Confidentialité, ...

2- Compresser ces fichiers de la candidature au sein d'un seul dossier compressé à nommer :

« 2025_Travaux_Orange_Candidature_NomDuCandidat »

3- Déposer le fichier compressé sur la plateforme PLACE.

9.2.2.D. *Horodatage*

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Les plis reçus après la date et l'heure limite fixées par la présente consultation sont considérés comme hors délai et sont rejetés.

En cas d'indisponibilité de la plate-forme, la date et l'heure limite de remise des plis peuvent être modifiées.

9.2.2.E. *Copie de sauvegarde papier / physique électronique*

Le candidat peut faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des candidatures, conformément à l'article [R.2332-14](#) du Code de la commande publique.

Cette copie de sauvegarde, transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant les mentions suivantes :

- « Copie de sauvegarde » ;
- Intitulé de la consultation ;
- Nom ou dénomination du candidat.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les deux cas suivants :

- en cas de détection d'un programme informatique malveillant dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique ;
- en cas de candidature ou d'offre électronique reçue de façon incomplète, hors délais ou n'ayant pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Si un programme informatique malveillant est détecté, la copie de sauvegarde est écartée par l'acheteur.

La copie de sauvegarde ouverte est conservée en cas d'ouverture conformément aux dispositions de l'article [R.2384-5](#) qui renvoie aux articles [R.2184-12](#) et [R.2184-13](#) du Code de la commande publique. Si au contraire elle n'a pas été ouverte ou si elle a été écartée suite à la détection d'un programme malveillant, celle-ci est détruite.

Le candidat qui envoie ou dépose sa copie de sauvegarde en main propre contre récépissé, le fait à l'adresse suivante :

Centre de soutien technique et administratif (CSTA)
Bureau Achats / Section Infrastructures
47, rue Sainte Catherine - CS n°60016 - 54035 Nancy Cedex

9.2.2.F. Copie de sauvegarde électronique

Le dépôt d'une copie de sauvegarde électronique est autorisé dans la présente consultation.

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde électronique dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

Le dépôt de la copie de sauvegarde électronique doit s'effectuer dans le respect des exigences de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique (annexe 8 du Code de la commande publique).

À cet égard, le candidat peut recourir :

- soit à une solution intégrée satisfaisant l'ensemble des exigences précitées ;
- soit à plusieurs solutions dont la combinaison permet de satisfaire l'ensemble de ces exigences.

Il peut ainsi recourir à une solution lui permettant de s'identifier, d'indiquer le destinataire de son dépôt, d'horodater son pli puis de le mettre en ligne sur une plateforme de stockage sécurisée.

Avant l'échéance de la date de limite de remise des candidatures ou offres, l'acheteur devra être destinataire des données nécessaires pour pouvoir, au besoin, accéder de façon sécurisée à la copie de sauvegarde électronique.

Dès lors que le pli comporte des données à caractère personnel, la plateforme de stockage utilisée par l'opérateur économique respecte les exigences du Règlement Général pour la Protection des Données (ou bénéficier d'un régime de protection équivalent à celui du RGPD si l'hébergement est effectué dans un pays tiers à l'Union Européenne).

En tout état de cause, la solution retenue par l'opérateur garantit la suppression des données dans un délai n'excédant pas celui de la durée de validité des offres de la présente consultation.

La copie de sauvegarde électronique ne peut être ouverte que dans les deux cas suivants :

- en cas de détection d'un programme informatique malveillant dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique ;
- en cas de candidature ou d'offre électronique reçue de façon incomplète, hors délais ou n'ayant pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

9.2.2.G. Antivirus

Le candidat doit s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en seront avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

9.3. Mode secours de transmission des plis

Si toutefois l'opérateur économique n'est pas en mesure de déposer son pli avant la date limite de dépôt pour des raisons liées à un blocage technique du site PLACE, il doit utiliser l'assistance en ligne du site de la PLACE. Une fois le formulaire en ligne renseigné et envoyé, le numéro d'appel de l'assistance s'affiche.

Dans le cas où le problème ne serait pas résolu avec l'assistance en ligne de la PLACE, la procédure de secours suivante est à utiliser :

- envoi d'un courriel au pouvoir adjudicateur à l'adresse suivante en indiquant le numéro de la demande d'assistance fourni par l'aide de la PLACE et en prouvant par une copie écran ou autre, que le problème du dépôt de pli provient d'une défaillance ou d'une maintenance technique de la PLACE : csta-ba-infra.contact.fct@intradef.gouv.fr ;
- lorsque le dysfonctionnement perdure jusqu'à la date limite de remise des candidatures, le pouvoir adjudicateur prolonge la date limite de remise des candidatures (DLRC) sur la PLACE afin de permettre aux opérateurs économiques impactés par le blocage de déposer leur pli comme prévu initialement sur la consultation. La durée de prolongation de la DLRC ne pourra excéder 24h, à compter de l'heure de rétablissement de la plate-forme électronique du pouvoir adjudicateur.

9.4. Signature du marché public

La signature électronique est souhaitée prioritairement par l'acheteur.

Le marché public est signé par le soumissionnaire retenu au moyen de l'acte d'engagement (Formulaire ATTR11) qui lui est adressé par l'acheteur.

La signature électronique respecte les exigences prévues à l'article 9.5 « MODALITES DE SIGNATURE ELECTRONIQUE »

A défaut de disposer d'une signature électronique conforme lors de la phase d'attribution, l'attributaire appose la signature originale sur l'ATTR11 et le fait parvenir au pouvoir adjudicateur dans le délai imparti.

9.5. Modalités de signature électronique

Chaque document à signer doit être signé individuellement.

L'ATTR11 retourné in fine par le soumissionnaire (après retour du pouvoir adjudicateur comme mentionner à l'article 9.3 supra) sera signé au format PDF.

D'une manière générale, la signature des documents est souhaitée de préférence au format PDF intégrant une signature conforme aux exigences du présent article au format PAdES. Il est demandé de veiller à autoriser l'apposition des signatures ultérieurs sur les documents signés.

Un dossier compressé signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. Quel que soit le format du dossier compressé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Des renseignements complémentaires au sujet de la signature électronique peuvent être obtenus :

- dans PLACE (guide d'utilisation – utilisateur entreprise)
- dans le guide « très pratique » sur la dématérialisation des marchés publics (version opérateurs économiques) disponible sur le site internet de la Direction des affaires juridiques du ministère de l'Economie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique.

En application de l'[arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique](#), le signataire doit respecter les conditions relatives :

- 1) au certificat de signature électronique ;
- 2) à l'outil de signature électronique (appelé aussi « dispositif de création de signature électronique »

La signature doit reposer sur un certificat qualifié, conforme au [Règlement \(UE\) n°910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014](#) sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (eIDAS).

Sont autorisées :

- la signature électronique avancée avec certificat qualifié (niveau 3) ;
- la signature électronique qualifiée (niveau 4).

10. LANGUE

Les documents et informations doivent être rédigés en langue française ou, à défaut, être accompagnés d'une traduction en français.

11. CLAUSE DE CONFIDENTIALITÉ

Les candidats sont tenus de ne pas divulguer à des tiers n'ayant pas le besoin d'en connaître, le contenu de la présente procédure ainsi que celui de leurs plis de candidature puis d'offre durant ou après leur élaboration, jusqu'à l'accomplissement des formalités de publicité du marché. Ils doivent en outre impérativement remettre l'annexe 3 « 1_3_Annexe 3 au RC - Accord_Confidentialité » au présent règlement de la consultation, dûment renseignée et revêtue des signatures requises.

12. CONTENTIEUX

12.1. Voies et délais de recours

1) Référé pré contractuel ([article L.551-1 du Code de la Justice Administrative – CJA](#)), la requête devant être introduite avant la conclusion du contrat.

2) Recours pour excès de pouvoir contre la décision de l'acheteur d'abandonner la procédure de marché en la rendant infructueuse ou sans suite et / ou les clauses réglementaires du contrat dans un délai de deux mois ([article R421-1 du CJA](#)) à compter de la publication ou notification de la décision attaquée.

3) Recours indemnitaire ([article R.421-1 et suivants du CJA](#)), dans les deux mois à compter d'une décision expresse, ou sans délai pour une décision implicite, rejetant une demande préalable, et sous réserve des dispositions relatives à la prescription quadriennale. Les recours contre les actes pris pour l'exécution du contrat se font dans les délais prévus par ceux-ci.

12.2. Tribunal administratif compétent

Tribunal administratif de Nancy
5 place de la Carrière
54000 Nancy

Téléphone : 03.83.17.43.43

Messagerie électronique du greffe : greffe.ta-nancy@juradm.fr

Documentation : documentation.ta-nancy@juradm.fr

12.3. Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours

Centre de soutien technique et administratif (CSTA)
47 rue Sainte Catherine, CS 60016 - 54035 Nancy Cedex.

Téléphone : (+33) 03.83.19.33.85

Courriel : valentin.matondo-mouadi@intradef.gouv.fr
csta-ba-infra.contact.fct@intradef.gouv.fr

13. ANNEXES

- Annexe 1 : DC1, lettre de candidature, désignation du mandataire par ses cotraitants ;
- Annexe 2 : DC2, déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement ;
- Annexe 3 : accord de confidentialité ;
- Annexe 4 : formulaire de point de contact.